

**MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE
SERVICES**

**DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Département des Systèmes d'Information
Hôtel du Département
2/16 Boulevard Soufflot
92015 NANTERRE Cedex**

**EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES
INFRASTRUCTURES FTTH DU RESEAU DEPARTEMENTAL
DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT
DEBIT**

Département des Hauts-de-Seine

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1^{ER} : DEFINITIONS	4
ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	8
2.1 – CONTEXTE DE LA CONSULTATION	8
2.2 - OBJET DU MARCHE	8
2.3 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE	9
2.4 - DUREE DU MARCHE	10
2.5- CATEGORIES DES PRESTATIONS	10
2.5.1. OFFRE DE BASE	10
2.5.2. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE	12
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	13
A) PIECES PARTICULIERES	13
B) PIECES GENERALES	14
ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	14
4.1 - DELAIS DE BASE	14
4.2 - PROLONGATION DES DELAIS	14
ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
5.1- CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
5.2- PERMANENCE DES RESSOURCES DU TITULAIRE ET MAINTIEN DES COMPETENCES	15
5.3- OBLIGATIONS D'INFORMATION, DE COLLABORATION, DE CONSEIL ET MISE EN GARDE	15
5.4- OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	16
5.5- TRAITEMENT DES DONNEES DU DEPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE	17
ARTICLE 6 : VERIFICATIONS ET RECEPTION DES PRESTATIONS	22
6.1 - VERIFICATIONS	22
6.2 – RECEPTION	23
6.3. MODALITES PROPRES AUX PRESTATIONS DE L'ARTICLE 7.1 DU CCTP.	23
ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES	23
ARTICLE 8 : AVANCE	23
8.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	23
8.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	24
ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHE	24
9.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	24
9.2 – MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	24
ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	25
10.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	25
10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	25
10.3 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	26

ARTICLE 11 : PENALITES	27
<i>11.1 - PENALITES POUR RETARD DANS LA MISE A DISPOSITION AU DEPARTEMENT DE L'ACCES DISTANT AU SYSTEME D'INFORMATION</i>	<i>27</i>
<i>11.2 - PENALITES POUR RETARD DANS LA TRANSMISSION DES TABLEAUX DE BORD</i>	<i>27</i>
<i>11.3 - PENALITES POUR NON-PARTICIPATION A UN COMITE DE PILOTAGE</i>	<i>27</i>
<i>11.4 - PENALITES POUR RETARD DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE</i>	<i>27</i>
<i>11.5 - PENALITES POUR RETARD DANS LA MISE A DISPOSITION DE LA BASE DE DONNEES</i>	<i>28</i>
<i>11.6 - PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DE LA BASE DE DONNEES EN FIN DE MARCHE</i>	<i>28</i>
<i>11.7 - STIPULATIONS COMMUNES</i>	<i>28</i>
ARTICLE 12 : ASSURANCES	28
ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE	28
ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE	29
ARTICLE 15 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	29
<i>15.1 – GESTION DE L'OFFRE IBLO D'ORANGE</i>	<i>29</i>
<i>15.2 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET ASSISTANCE AUX RELATIONS AVEC LES USAGERS DES INFRASTRUCTURES</i>	<i>29</i>
<i>15.3 – PROPRIETE DU RESEAU - DECLARATIONS ET AUTORISATIONS</i>	<i>29</i>
<i>15.4 - CONTROLE DE L'EXECUTION DU MARCHE – COMITE DE PILOTAGE</i>	<i>29</i>
ARTICLE 16 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.	30

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 1^{er} : Définitions

Les termes ci-dessous ont la signification suivante dans le cadre du présent Marché :

« **APS** » ou « **Avant-projet sommaire** » : études préalables engagées dans le cadre du projet THD Seine permettant la description des infrastructures d'une ou plusieurs zones arrières de NRO ;

« **APD** » ou « **Avant-projet détaillé** » : études définitives engagées dans le cadre du projet THD Seine permettant la description des infrastructures d'une ou plusieurs zones arrières de NRO ;

« **BPE** » ou « **Boîte de Protection d'Epissures** » : point intermédiaire pour les déploiements du réseau de desserte, prenant la forme d'un boîtier étanche posé en chambre d'attente desservant un immeuble ou un ensemble de pavillons ;

« **Câblage Client** » : Câble individuel qui relie le point de branchement optique (PBO) au point de terminaison optique (PTO). Ce câblage est construit dans le cadre du Raccordement Terminal ;

« **Câblage FttH** » : ensemble composé d'un Câblage de sites et des Câblages clients finaux qui y sont raccordés ;

« **Câblage de sites** » : ensemble desservant un ou plusieurs sites FttH composé : d'un Point de mutualisation, d'un ou plusieurs câbles de fibres optiques raccordant le Point de mutualisation aux PBO associés et des PBO ;

« **Candidat** » : désigne la personne physique ou morale, ou le groupement de personnes physiques et/ou morales, qui postule à la signature du présent marché ;

« **Chambre d'attente** » : chambre télécom desservant un ou plusieurs bâtiments et recevant une boîte de protection d'épissures en vue de desservir ce ou ces bâtiments ;

« **Client final** » ou « **Utilisateur final** » ou « **Abonné** » : désigne toute personne physique ou morale cliente d'un Opérateur ou Fournisseur d'Accès Internet (« FAI ») Usager des Infrastructures FttH.

« **Cofinancement** » : désigne le mécanisme par lequel un Opérateur d'Immeuble appelle les Opérateurs Commerciaux à cofinancer la construction de Colonnes montantes ou de Points de Mutualisation Extérieurs dans les conditions décrites dans son offre de référence ;

« **Colonne montante** » : ensemble homogène situé dans les parties privatives d'un Immeuble FttH, desservant des Logements FttH situés sur un ou plusieurs étages et constitué d'un ou plusieurs câbles en fibre optique et des PBO qui sont raccordées aux câbles précités ;

« **Convention fibre** » ou « **Convention d'Immeuble** » : contrat établi entre l'Opérateur d'immeuble et un gestionnaire d'immeuble détaillant l'ensemble des modalités, notamment techniques et

juridiques, relatives à l'installation, la gestion, l'entretien ou au remplacement de Lignes FttH permettant de desservir un ou plusieurs Clients finaux dans un Immeuble FttH ;

« **Département** » : désigne le Département des Hauts-de-Seine, désigne le Département des Hauts-de-Seine, propriétaire, à la date de notification du présent marché, des Infrastructures FttH ;

« **Délégataire** » : désigne Sequalum, Délégitaire au titre de la Convention de délégation de service public THD Seine dont la résiliation sera effective le 30 juin 2015 ;

« **Distribution** » ou « **segment de distribution** » ou « **Distribution optique** » : désigne l'Infrastructure optique correspondant à l'établissement de liaisons PM-PBO ;

« **DOE** » ou « **Dossier des Ouvrages Exécutés** » : Dossier complet représentatif des Infrastructures FttH réalisées dans le cadre du projet THD Seine ;

« **Fournisseur d'accès à internet** » ou « **F.A.I.** » : désigne tout Usager des colonnes montantes, les utilisant pour fournir un accès à internet à un client final ;

« **FttH** » ou « **Fiber to the Home** » : correspond au déploiement de bout en bout de la fibre optique jusque dans les logements ou dans les locaux à usage professionnel ;

« **Gestionnaire de domaine** » : désigne toute personne physique ou morale en charge de la gestion d'un domaine public ou privé emprunté par les Infrastructures FttH ;

« **Infrastructure(s) FttH** » : désigne l'ensemble des Colonnes montantes et, en cas de levée de l'option par le Département, des Points de Mutualisation Extérieurs, ainsi que leurs Zones Arrières, déployés dans le cadre du projet THD Seine et dont l'exploitation est l'objet du présent Marché ;

« **Immeuble FttH** » : bâtiment ou ensemble de bâtiments regroupant plus de 4 locaux pour lequel un Opérateur d'Immeuble a signé une Convention fibre avec le gestionnaire d'immeuble permettant l'installation d'un câblage FttH ;

« **Jour ouvrable** » : désigne les jours du lundi au samedi, hors jours fériés ;

« **Jour ouvré** » : désigne les jours du lundi au vendredi, hors jours fériés ;

« **Ligne FttH** » ou « **Prise FttH** » ou « **Prise** » : ligne continue de communications électroniques en fibre optique allant d'un Point de Mutualisation (PM) au PBO puis à la PTO du Logement FttH ;

« **Logement** » ou « **Local** » : logement ou local professionnel ou local à usage mixte d'un client final situé dans un immeuble ou un pavillon ;

« **Logement FttH** » : logement ou local professionnel ou local à usage mixte du client final situé dans un site FttH ;

« **Local programmé** » : Logement ou local à usage professionnel ou à usage mixte situé dans une zone arrière de point de mutualisation pour lequel le point de mutualisation a été installé et mis à disposition des opérateurs tiers, au sens de l'annexe II de la décision n°2009-1106 de l'ARCEP ;

« **Local raccordable** » : Logement ou local à usage professionnel pour lequel il existe une continuité optique entre le point de mutualisation (PM) et le point de branchement optique (PBO) ;

« **Local raccordé** » : Logement ou local à usage professionnel pour lequel il existe une continuité optique entre le point de mutualisation et la prise terminale optique ;

« **Maille de mise en cohérence** » : désigne un ensemble de Zones-arrières de Points de mutualisation au sens de la recommandation du 21 janvier 2014 de l'ARCEP. Ce regroupement vise à s'assurer de la cohérence du déploiement à une échelle plus large et notamment veiller au respect de l'objectif d'une couverture intégrale du territoire ;

« **Marché** » : désigne l'ensemble des pièces du Marché confié au Titulaire, telles que listées à l'article 2 ci-après ;

« **Mis en service** » : est considéré comme mis en service tout logement FttH bénéficiant d'une continuité optique d'un NRO Usager à la PTO ;

« **Note méthodologique** » : désigne l'ensemble des pièces remises par le Candidat, pour les besoins de l'attribution du présent Marché, et aux termes desquelles sont décrites les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à accomplir les missions prévues par le présent Marché ;

« **Nœud de Raccordement Optique** » ou « **NRO** » : Point de concentration d'un réseau fibre optique où sont installés les équipements actifs à partir desquels l'opérateur commercial active les accès de ses abonnés. Une zone-arrière de NRO regroupe plusieurs PM et leurs zones-arrière ;

« **Opérateur d'immeuble** » ou « **OI** » : désigne un Opérateur FttH ou toute personne qui installe un Câblage FttH permettant d'offrir aux occupants de l'Immeuble FttH un raccordement à très haut-débit en fibre optique. Un Opérateur d'immeuble peut également avoir la qualité d'Opérateur commercial. Dans le cas des Points de Mutualisation Extérieurs, « l'Opérateur d'immeuble » est également désigné par le terme « Opérateur de zone » ;

« **Opérateur commercial** » ou « **OC** » : Opérateur choisi par le Client final pour la fourniture d'un service de communications électroniques ou par un fournisseur d'accès au service pour la fourniture d'un service de communications électroniques à son propre Client final ;

« **Opérateur FttH** » : toute personne physique ou morale déclarée en vertu de l'article L. 33-1 du Code des postes et des communications électroniques déployant et/ou exploitant un réseau de communications électroniques très haut débit FttH ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques à très haut débit FttH ;

« **Opérateur [de communications électroniques]** » : désigne toute personne physique ou morale exploitant un réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques (au sens du 15° de l'article L.32 du Code des postes et communications électroniques) ;

« **Pavillon FttH** » : bâtiment non soumis à la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, pour lequel le Titulaire a installé une ligne FttH. Un Pavillon FttH n'est pas un Immeuble FttH ;

« **Petits Immeubles** » : désigne l'ensemble des bâtiments de moins de 12 logements au sens de l'ARCEP. En outre, les immeubles de 2 à 3 logements sont assimilés à des Pavillons FttH et traités comme tels ;

« **Poche de Basse Densité** » ou « **PBD** » : les poches de basse densité sont des sous-ensembles de la Zone Très Dense dont le périmètre est défini dans la recommandation du 14 juin 2011 de l'ARCEP ;

« **Point de branchement optique** » ou « **PBO** » : équipement situé à l'extrémité du Câblage de sites ; il permet le raccordement du Logement FttH au Câblage de sites installé dans le Site FttH ;

« **Point de mutualisation** » ou « **PM** » : désigne le point technique du Réseau, au sens de l'article L.34-8-3 du Code des postes et des communications électroniques et des décisions n°2013-1475 et n°2010-1312 de l'ARCEP, en aval duquel la partie terminale des Lignes FttH est déployée, et auquel l'Opérateur d'immeuble donne accès aux Usagers. En aval de ce Point de mutualisation, le Réseau est mutualisé entre l'ensemble des Opérateurs ;

« **Point de Mutualisation Extérieur** » ou « **PM ext** » : désigne un point de mutualisation, implanté sur le domaine public et regroupant plusieurs pavillons ou petits immeubles ;

« **Point de Mutualisation Immeuble** » ou « **PMI** » : désigne un point de mutualisation implanté sur le domaine privé ;

« **Point de présence opérateur** » ou « **PoP** (Point of presence) » : désigne un lieu d'interconnexion au réseau de collecte d'un opérateur d'un réseau IP ;

« **Point de terminaison optique** », « **Prise terminale optique** » ou « **PTO** », aussi appelé « Dispositif de terminaison intérieure optique » ou « **DTIO** » : désigne le point de livraison du Câblage client final situé dans le Logement FttH. Il est matérialisé par au moins une prise optique et fait partie du Câblage du client final ;

« **Raccordement final** » ou « **Raccordement client** » ou « **Raccordement Terminal** » : Opération consistant (i) à installer le câblage client ; c'est-à-dire un câble comprenant une ou plusieurs fibres optiques entre le point de branchement optique (PBO) et le dispositif de terminaison intérieure optique (DTIO) ou la prise terminale optique (PTO), (ii) à assurer la continuité des fibres optiques au niveau du PM. Par convention, il n'y a pas de raccordement final en l'absence de PBO ;

« **Raccordable** » : est considéré comme Raccordable tout Local pour lequel le PBO de rattachement est installé ;

« **Site FttH** » : terme se rapportant à un Immeuble FttH ou à un Pavillon FttH ou à tout autre site technique (point haut, transformateur électrique...) raccordé à la zone-arrière FttH ;

« **Tableau de bord** » : désigne le document décrit à l'article 5.4.4 du CCTP ;

« **Titulaire** » : désigne le Candidat attributaire du Marché objet du présent document ;

« **Très haut débit** » : selon l'ARCEP, les abonnements à très haut débit fixe sont des abonnements incluant un service d'accès à l'internet dont le débit pic descendant est supérieur à 30 Mbit/s ;

« **Usager** » : désigne tout Opérateur ou Fournisseur d'accès internet (F.A.I.) ou Utilisateur de réseau indépendant, souscrivant ou désirant souscrire un service sur une ou plusieurs Infrastructures FttH ;

« **Utilisateur de réseaux indépendants** » : désigne les utilisateurs de réseaux de communications électroniques réservés à l'usage d'une ou plusieurs personnes constituant un groupe fermé d'utilisateurs (GFU), en vue d'échanger des communications internes au sein de ce groupe ;

« **Zone-arrière de Point de mutualisation** » : Les Points de mutualisation objets du présent marché se situent hors de la propriété privée ou en local privé accessible aux Opérateurs de réseau et regroupent les lignes à très haut débit en fibre optique des immeubles bâtis à usage collectif ou logement ou local individuel. En application de la recommandation de l'ARCEP du 21 janvier 2014, l'ensemble des immeubles bâtis à usage collectif ou logement de moins de 12 locaux ou local individuel reliés, effectivement ou potentiellement, à ce Point de mutualisation, forment une zone

géographique continue. Cette zone géographique constitue la Zone arrière d'un Point de Mutualisation.

« **Zone pavillonnaire** » : zone géographique regroupant une partie de quartier ou de lotissement, principalement constituée de pavillons ou d'immeubles de moins de 4 logements ;

« **Zones très denses** » : la Zone Très Dense est constituée des communes dont la liste est définie dans l'annexe de la décision n°2013-1475 de l'ARCEP ;

Article 2 : Objet de la consultation - Dispositions générales

2.1 – Contexte de la consultation

Par délibération en date du 17 octobre 2014, le Département des Hauts-de-Seine a résilié, aux torts de son titulaire, la société Sequalum SAS, la délégation de service public portant sur la construction et l'exploitation du réseau THD Seine.

Dans le cadre de cette concession, Sequalum a construit au 20 octobre 2014, selon les documents dont dispose le Département :

- 526 883 prises raccordables (lien NRO-SRO2 construit) ;
- 57 426 prises raccordées (lien NRO-PBO construit).

Afin d'assurer la continuité du service public, le Département entend confier au Titulaire une mission globale de maintenance et d'exploitation d'une partie des infrastructures ainsi réalisées.

Ces prestations, précisées plus avant dans le CCTP, consistent notamment en :

- Souscrire l'offre dite « IBLO » d'Orange et en assurer l'entière gestion ;
- Assurer le fonctionnement des Infrastructures FttH, prestation comprenant les charges d'exploitation, de maintenance et de gestion administrative et les relations avec les Usagers (notamment assistance du Département pour la facturation des Usagers) ;
- Superviser l'adduction des PM par un Usager ;
- Assurer le raccordement des Clients finals ou superviser cette opération ;
- Fournir des équipements de rechange (« spare ») et réparer les équipements des colonnes montantes ;
- Assurer une prestation de transfert des Infrastructures FttH à un nouvel exploitant au terme du présent Marché.

2.2 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Exploitation et Maintenance des Infrastructures FttH du réseau départemental de communications électroniques à très haut débit FttH

Ces Infrastructures FttH recouvrent, en offre de base, les Colonnes Montantes déjà déployées.

Lors de l'attribution du Marché, le Département communiquera au Titulaire pressenti sa décision d'exercer ou non l'option d'inclure dans les Infrastructures FttH objet du présent Marché les PM Extérieurs et leurs Zones Arrières déjà déployées.

Une synthèse des Infrastructures FttH déployées préalablement dans le cadre du projet THD Seine est présentée en Annexe 1a du CCTP.

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 33 3^oal. et 57 à 59 du code des marchés publics.

Le marché est mixte et comprend, d'une part, des prestations réalisées sur la base d'un forfait, d'autre part, des prestations à prix unitaire réglées au vu des quantités réellement exécutées et déclenchées par ordre de service, de dernière part, des prestations à bons de commande réalisées sur la base d'unités d'œuvre. Le détail de ces prestations figure à l'article 2.5 du présent CCAP.

La partie à bons de commande sera passée en application de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Pour ce qui concerne les prestations à bons de commande, aucun minimum ni maximum n'est fixé.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Lieu(x) d'exécution :

Ensemble du territoire du Département des Hauts-de-Seine. L'emplacement plus précis des Infrastructures FttH est fourni à l'Annexe 1 du C.C.T.P.

Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article 114 du code des marchés publics et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

2.3 - Décomposition en tranches et lots – Prestation supplémentaire éventuelle

Le présent Marché n'est pas décomposé en tranches.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Comme indiqué dans le Règlement de la Consultation, les Candidats étaient invités à présenter :

- Une offre de base portant sur la maintenance et l'exploitation des Colonnes Montantes ;
- Une Prestation supplémentaire éventuelle y ajoutant la maintenance et l'exploitation des PM Extérieurs et de leurs Zones Arrières.

Lors de l'attribution du Marché, le Département communiquera au Titulaire pressenti sa décision d'exercer ou non l'option d'inclure dans les Infrastructures FttH objet du présent Marchés les PM Extérieurs et leurs Zones Arrières déjà déployées.

2.4 - Durée du marché

Le présent Marché est conclu pour une période initiale de six (6) mois à compter de sa notification, reconductible sept fois par tranche de six (6) mois, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction du Marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas reconduire le Marché à chaque échéance et en informera alors le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de deux (2) mois avant le terme du marché.

La durée d'exécution des bons de commande ne pourra prolonger l'exécution des prestations au-delà du terme du marché que pour la durée normale d'exécution de la prestation commandée et sans méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs.

En tout état de cause, l'émission de bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

2.5- Catégories des prestations

2.5.1. Offre de base

- **Prestations forfaitaires :**

FMA 01 "Forfait trimestriel d'exploitation/maintenance des colonnes montantes FttH. Cette prestation comprend les frais de structure du centre de traitement des appels, le Système d'Information, la constitution et la gestion d'un stock de maintenance, la gestion de l'attribution des fibres, la souscription et la gestion des commandes IBLO, l'assistance du Département à la facturation des Opérateurs usagers. Elle ne comprend pas le remplacement des équipements défectueux (pièce et main d'œuvre).

FMA 02A Forfait pour la prise en compte des données du parc existant "colonnes montantes" en début de marché et leur intégration dans le SI.

- **Prestations à prix unitaires sur ordre de service :**

Interventions courantes

INT 01 - Intervention comprenant le déplacement d'un technicien avec son matériel adéquat, un temps de présence global d'une demi-journée permettant l'analyse du problème ayant justifié cette intervention, la réparation de l'incident et la réalisation des tests de contrôle, la main d'œuvre étant incluse. A ce forfait s'ajoute la fourniture du matériel remplacé si nécessaire, en application des articles ci-dessous.

PTO 11 - Fourniture d'un boîtier PTO bi-fibre

PTO 12 - Fourniture d'un boîtier PTO quadri-fibre

PBO 11 - Fourniture d'un PBO d'une capacité de 12 prises bifibres en immeuble

PBO 12 - Fourniture d'un PBO d'une capacité de 12 prises quadrifibres en immeuble

PBO 13 - Fourniture d'un PBO d'une capacité de 12 prises bifibres en chambre

PBO 14 - Fourniture d'un PBO d'une capacité de 12 prises bifibres en façade

PBO 15 - Fourniture d'un PBO d'une capacité de 12 prises bifibres sur poteau

PIG 01 - Fourniture d'un pigtail optique équipé d'un connecteur SC/APC

RAC 11 - Fourniture d'un ensemble préconnectorisé coté PTO (2 pigtails soudés) et la réalisation d'une seule épissure au PBO.

RAC 12 - Fourniture d'un ensemble préconnectorisé coté PTO (4 pigtails soudés) et la réalisation d'une seule épissure au PBO.

- Prestations à bons de commande :

FMA 03 Forfait pour la supervision et le contrôle de l'adduction d'un PMI ou d'un PMExt par un opérateur commercial

FMA 04 Forfait pour la supervision et le contrôle à la demande d'un raccordement client réalisé par un opérateur commercial ou son sous-traitant, et du brassage au PMI/PMExt

FMA 05 Forfait pour la supervision et le contrôle systématique d'un raccordement client réalisé par un opérateur commercial ou son sous-traitant, et du brassage au PMI/PMExt.

FMA 06 Forfait pour le transfert des données du Réseau en fin de marché.

Maintenance corrective en immeuble :

PMI 01 Remplacement d'une platine murale de PMI (Fourniture et pose).

PMI 02 Remplacement d'un module OI de 4 tiroirs pour PMI (Fourniture et pose)

PMI 03 Remplacement d'un module OI de 8 tiroirs pour PMI (Fourniture et pose)

PMI 04 Remplacement d'un tiroir 24 fo pour module OI de PMI (Fourniture et pose)

PBO 21 Fixation ou re-fixation d'un PBO existant (hors fourniture)

PBO 22 Remplacement d'un PBO d'une capacité de 12 prises bifibres (Fourniture et pose)

PBO 23 Remplacement d'un PBO d'une capacité de 12 prises quadrifibres (Fourniture et pose)

CAB 01 "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble d'une colonne montante (PM-PBO) : Câble optique PVC blanc, de structure tube de 6 fibres, de capacité 24 à 48 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"

CAB 02 "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble d'une colonne montante (PM-PBO) : Câble optique PVC blanc, de structure tube de 6 fibres, de capacité 72 à 144 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"

Maintenance corrective chez l'abonné :

PTO 21 Fixation ou re-fixation d'un boîtier PTO existant (hors fourniture)

PTO 22 Remplacement d'un boîtier PTO bi-fibre (Fourniture et pose)

PTO 23 Remplacement d'un boîtier PTO quadri-fibre (Fourniture et pose)

PIG 01 Fourniture d'un pigtail optique équipé d'un connecteur SC/APC

EPI 01 Réalisation d'une épissure par fusion et contrôle de la performance.

Mesures :

MES 01 Mesure de réflectométrie du PM à la PTO, d'une fibre dans les deux sens, à la longueur d'onde 1310 nm

MES 02 Mesure de réflectométrie du PM à la BPE d'un tube 12 fibres, dans les deux sens, à la longueur d'onde 1310 nm sur 1 fibre par tube

MES 03 Mesure du bilan optique du PM à la PTO

2.5.2. Prestation supplémentaire éventuelle

- Prestations forfaitaires :

FMA 01 "Forfait trimestriel d'exploitation/maintenance des colonnes montantes **et des PM extérieurs**. Cette prestation comprend les frais de structure du centre de traitement des appels, le Système d'Information, la constitution et la gestion d'un stock de maintenance, la gestion de l'attribution des fibres, la souscription et la gestion des commandes IBLO, l'assistance du Département à la facturation des Opérateurs usagers. Elle ne comprend pas le remplacement des équipements défectueux (pièce et main d'œuvre).

FMA 02B Forfait pour la prise en compte des données du parc existant "Zones pavillonnaires" en début de marché et leur intégration dans le SI.

- Prestations à bons de commande :

PM100 - Remplacement d'un PM100 ou équivalent Passif (Fourniture et pose).

PM150 - Remplacement d'un PM150 ou équivalent Passif (Fourniture et pose).

PM300 - Remplacement d'un PM300 ou équivalent Passif (Fourniture et pose).

TIR 01 - Remplacement d'un tiroir optique 1U 24 FO au PM (Fourniture et pose)

TIR 02 - Remplacement d'un tiroir optique 1U 36 FO au PM (Fourniture et pose)

TIR 03 - Remplacement d'un tiroir optique 2U 48 FO au PM (Fourniture et pose)

PBOF1 - Fixation ou re-fixation d'un PBO existant (hors fourniture) en chambre

PBOF2 - Fixation ou re-fixation d'un PBO existant (hors fourniture) en façade

PBOF3 - Fixation ou re-fixation d'un PBO existant (hors fourniture) sur poteau

CAB FR1 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble en fourreaux (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 12 à 48 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"

CAB FR2 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble en fourreaux (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 72 à 144 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"

CAB A1 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble aérien (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 12 à 48 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"

CAB A2 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble aérien (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 72 à 144 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"

CAB FA1 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble en façade (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 12 à 48 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"

CAB FA2 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble en façade (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 72 à 144 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"

EPI02 - Réalisation d'un ensemble de 6 épissures par fusion et contrôle de leur performance.

Article 3 : Pièces contractuelles du marché

A) Pièces particulières

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (**A.E.**) et ses documents annexes complété (s), daté (s) et signé (s) par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat :
 - Annexe 1 relative à la répartition des prestations entre cotraitants (le cas échéant) ;
 - Annexe 2 relative à la présentation d'un sous-traitant (le cas échéant);
- Le cahier des clauses administratives particulières (**C.C.A.P.**) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (**C.C.T.P.**) et ses annexes ;
 - Annexe 1 : Données techniques concernant le Réseau
 - Annexe 1a : tableau récapitulatif de la répartition des prises sur le territoire
 - Annexe 1b : dernier fichier IPE anonymisé du réseau THD Seine
 - Annexe 1c : exemple(s) de DOE colonnes montantes
 - Annexe 2 : STAS THD Seine
 - Annexe 3 : Modèle de Tableau de bord

- Le bordereau des prix unitaires (**B.P.U.**), dûment complété ;
- Le mémoire technique du candidat, respectant les exigences du C.C.T.P

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, en vigueur lors de la remise des offres.
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché.
- L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent marché.

En tant qu'opérateur de communications électroniques, le Titulaire est réputé avoir connaissance de l'ensemble de la réglementation en matière de communications électroniques à la date de notification du marché et devra se tenir informé de toute évolution au cours de son l'exécution.

Le Titulaire est tenu d'informer le Département, tout au long de l'exécution du marché, des évolutions législatives et réglementaires applicables aux prestations et de l'alerter sur les conséquences de ces évolutions.

Article 4 : Délais d'exécution ou de livraison

4.1 - Délais de base

Une réunion de lancement sera organisée dans les 10 jours de la notification du marché. Durant cette réunion le Département transmettra l'ensemble de la documentation des Infrastructures au Titulaire.

Les délais d'exécution des prestations forfaitaires sont prévus aux articles 5 et 6 du CCTP et commencent au lendemain de la réunion de lancement.

Les délais d'exécution des prestations à prix unitaires sont prévus aux articles 5 et 6 du CCTP et commencent à compter de l'émission d'un ordre de service au titulaire par le pouvoir adjudicateur

Les délais d'exécution des prestations traitées à bons de commande sont prévus aux articles 5 et 6 du CCTP. Ils débutent à l'émission de chaque bon de commandes.

Tout autre élément relatif à l'exécution des prestations sera précisé au sein de l'ordre de service ou du bon de commandes.

4.2 - Prolongation des délais

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-FCS.

Article 5 : Conditions d'exécution des prestations

5.1- Conditions générales d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

L'administration mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. Elle facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourrait avoir besoin.

5.2- Permanence des ressources du titulaire et maintien des compétences

Le titulaire s'engage à maintenir les ressources et compétences nécessaires à l'exécution du marché.

En cas d'empêchement de la personne désignée par le Titulaire pour assurer la conduite de tout ou partie des prestations objet du présent marché, le titulaire doit en aviser immédiatement le Département par écrit et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. À ce titre, obligation est faite de désigner un remplaçant dans un délai maximum de 15 (quinze) jours.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le Département ne le récuse pas dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le Département récuse le remplaçant, le titulaire dispose de quinze (15) jours pour en désigner un autre et en informer le Département.

5.3- Obligations d'information, de collaboration, de conseil et mise en garde

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations et avoir veillé pour l'établissement de son offre à la cohérence des éléments fonctionnels et techniques fournis par le Département ; il ne peut pas faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour n'exécuter qu'une prestation incomplète ou non conforme aux règles de l'art. Il ne sera accepté aucune majoration du prix sur la base de l'allégation de la méconnaissance des conditions d'exécution.

Le titulaire s'engage à demander au Département, en temps utiles, toutes informations complémentaires qui lui seraient nécessaires pour l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à délivrer au Département toutes informations et/ou lui communiquer tous documents, conseils et mises en garde possibles dans le cadre de l'exécution de sa prestation, qui seraient utiles pour l'exécution du projet ou la réalisation des services définis au marché.

Si au cours de la réalisation des prestations, une difficulté apparaissait, la collaboration nécessaire des parties engage le titulaire à alerter le Département le plus vite possible et à se concerter avec lui pour mettre en place, dans les meilleurs délais, la solution la mieux adaptée.

L'évaluation des moyens à mettre en œuvre a été faite par le titulaire :

La mise en œuvre des ressources internes du Titulaire relèvent de sa responsabilité et de son pouvoir de direction ;

L'évaluation faite par le Titulaire des ressources du Département à mettre à sa disposition constitue un paramètre de la gestion des services qu'il assume. En cas de défaillance partielle continue ou discontinue du Département dans la mise à disposition de ses ressources, le Titulaire garantit néanmoins la livraison à la personne publique du service, dans la limite du prix du marché, avec une re-planification qui ne pourra être supérieure au retard imputable au Département.

Il ne sera accepté aucune majoration du prix des prestations forfaitaires sur la base de l'allégation de la méconnaissance des conditions d'exécution ou de la défaillance du Département dans la mise à disposition de ses ressources.

En cas de non respect par le titulaire des délais fixés, le titulaire encourt l'application de pénalités, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation de la part du Département.

5.4- Obligation de confidentialité

L'ensemble du personnel du Titulaire amené à intervenir au sein ou pour le Département des Hauts de Seine, doit être soumis aux dispositions de la clause de confidentialité ci-dessous définie :

- Le Titulaire s'engage à garder le secret le plus absolu sur l'ensemble des informations et données orales ou écrites, y compris les idées, savoir-faire et autres éléments de propriétés intellectuelles (ci-après « les informations et données »), développées ou détenues par le Département des Hauts de Seine quel que soit leur support, portées directement ou indirectement à sa connaissance.
- Le Titulaire s'engage à ce que ces informations et Données soient protégées et gardées strictement confidentielles, qu'elles ne soient pas divulguées à des tiers, et qu'elles soient à minima traitées avec le même degré de protection appliqué ou demandé par le Département des Hauts de Seine.
- Le Titulaire reconnaît que les Informations et Données qu'il sera amené à manipuler ou dont il aura connaissance restent la propriété du Département des Hauts de Seine et ne pas avoir à quelque titre que ce soit un droit quelconque sur celles-ci.
- Le Titulaire s'engage à ce que les Informations et Données ne soient transmises qu'aux membres de son personnel astreints au secret professionnel et qui en auront la nécessité pour la bonne réalisation de la mission confiée par le Département des Hauts de Seine.
- Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sauvegarde et la confidentialité et empêcher la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé à ces Informations et Données et à mettre en œuvre les mesures nécessaires sur le plan technique et au niveau de l'organisation pour que son personnel ne les utilise à des fins autre que le stricte accomplissement de la mission.
- Le Titulaire s'engage à ne pas céder ni transférer, tout ou partie des droits visés dans cet engagement de confidentialité sans l'accord préalable et écrit d'un représentant légal du Département des Hauts de Seine.
- Le Titulaire s'engage, sur demande du Département des Hauts-de-Seine ou au plus tard au terme de sa mission, à :

- Retourner l'ensemble des Informations et Données, y compris leurs copies ou toutes autres

reproductions ou représentations ayant été réalisées.

- Détruire toutes analyses, notes, synthèses, comptes-rendus ou autres documents dans la mesure où ils reprennent ou décrivent des Informations et Données du Conseil

Général des Hauts de Seine.

- Effacer, toutes les Informations et Données du Département des Hauts de Seine de tout ordinateurs, unité centrale, système informatique ou système d'information en sa possession ou sous son contrôle.

- Le Titulaire déclare avoir fait prendre connaissance de ces stipulations à son personnel ainsi qu'à ses sous-traitants éventuels.

- En conséquence, la responsabilité du Titulaire est engagée de plein droit notamment en cas de divulgation susceptible de nuire aux intérêts du Département des Hauts de Seine ainsi qu'à toutes les personnes physiques ou morales auxquelles la confidentialité des Informations et Données s'applique.

Le Titulaire est tenu par les engagements souscrits à cet article au-delà de l'expiration de la mission, autant de temps qu'il est nécessaire à leur observation.

En cas de non-respect par le Titulaire de cette obligation et indépendamment des sanctions encourues, le Département des Hauts de Seine pourra résilier le contrat sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit, pour le Titulaire.

En cas de résiliation du contrat, le titulaire doit restituer intégralement et immédiatement au Département des Hauts de Seine toutes les Informations et Données et toutes les copies ou, selon le choix du Département des Hauts de Seine, en détruire toutes les copies, reproductions ou représentations et certifier par écrit qu'il a agi de la sorte.

5.5- Traitement des données du Département des Hauts de Seine

En raison de la sensibilité des données traitées, il est précisé que le Département des Hauts de Seine demeure propriétaire du contenu des données exploitées, traitées, hébergées, sauvegardées ou stockées pour son compte par le titulaire.

5.6- Droit de propriété intellectuelle

S'agissant de la base de données définie à l'article 5.4.3 du CCTP adaptée par le Titulaire et de la documentation technique fournie par le Titulaire, il est fait application des stipulations de l'Option B du CCAG-TIC reproduite ci-après :

« *OPTION B. — Cession exclusive des droits du titulaire au pouvoir adjudicateur*

Article B 38. — Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché. Les documents particuliers du marché peuvent prévoir que le pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la cession peut rétrocéder ou concéder à titre non exclusif certains droits d'exploitation au bénéfice du titulaire du marché.

Le territoire, la durée, les modes d'exploitation des droits cédés et le prix sont définis dans les documents particuliers du marché.

Le titulaire du marché reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenant pour

son compte.

B.38.1. Droits du pouvoir adjudicateur.

B.38.1.1. Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.

1. Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats pour le(s) territoire(s), la durée, les modes d'exploitation des droits cédés et le prix définis dans les documents particuliers du marché.

Cette cession des droits couvre les résultats une fois divulgués, à compter de leur livraison sous condition de la réception des prestations.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation afférents aux résultats ainsi que le droit de distribuer les résultats à des fins commerciales pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché.

2. Pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché, le droit de reproduction comporte, si nécessaire, le droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial, sous réserve d'une rémunération à convenir pour les modes d'exploitation futurs, non connus au jour de la signature du marché.

3. Pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché, le droit de représentation et de distribution comporte si nécessaire le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial, sous réserve d'une rémunération à convenir pour les modes d'exploitation futurs, non connus au jour de la signature du marché.

Les codes sources et la documentation nécessaires à la mise en œuvre des droits sur les résultats sont livrés, sur support exploitable, en même temps que le code objet. Les codes sources sont confidentiels.

B.38.1.2. Résultats protégés par un droit de propriété industrielle.

1. Le titulaire du marché informe le pouvoir adjudicateur de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle.

2. Le titulaire du marché autorise le pouvoir adjudicateur à déposer toute demande ou titre de propriété industrielle pour protéger les résultats, au nom et frais du pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché fait toute diligence pour permettre au pouvoir adjudicateur de procéder aux dépôts des titres de propriété industrielle. A ce titre, il communique au pouvoir adjudicateur les informations et autorisations nécessaires pour obtenir les droits de propriété industrielle afférents aux résultats.

3. Dans l'hypothèse où des titres auraient fait l'objet d'un dépôt, le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur (i) la propriété pleine et entière des titres de propriété industrielle et des demandes de titres afférents aux résultats qu'il a déposés, (ii) le droit de priorité unioniste éventuellement attaché aux titres de propriété industrielle et aux demandes de titres, (iii) le droit

d'intenter toute action pour tout acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme antérieur ou postérieur à la date de signature du marché.

B.38.1.3. Résultats relevant d'autres régimes de protection.

1. Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, définitif et irrévocable au pouvoir adjudicateur le droit d'exploiter les résultats couverts par le savoir-faire ou le secret des affaires.

2. Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur le droit d'exploiter les bases de données incluses, le cas échéant, dans les résultats.

3. Le titulaire du marché cède à titre exclusif les noms de domaine qui ont fait l'objet d'un dépôt.

B.38.2. Dispositions communes.

B.38.2.1. De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats.

B.38.2.2. En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats.

B.38.2.3. Le titulaire du marché peut publier les résultats, sous réserve des stipulations de l'article 5 et de l'accord préalable du pouvoir préalable du pouvoir adjudicateur. L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats. Cette publication doit mentionner que les résultats ont été financés par le pouvoir adjudicateur.

B.38.2.4. Pendant une période de deux ans, le titulaire du marché est tenu de fournir, sur la demande du pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats.

Le titulaire du marché doit notamment :

a) Remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, plans, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire du marché, pour les éléments qui ne sont pas en état d'être mis à la disposition sans travail complémentaire substantiel ;

b) Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats.

Les documents particuliers du marché précisent les modalités techniques et financières d'exercice de cette assistance.

B.38.3. Garanties des droits.

B.38.3.1. Le titulaire du marché garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux résultats qui

sont cédés aux termes du marché.

Le titulaire du marché garantit :

- qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- qu'il n'a concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objet de la cession ;
- qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché conforme aux dispositions des articles 36 et B.38 aurait porté atteinte. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché conforme aux dispositions des articles 36 et B.38, il en informe sans délai le titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte au pouvoir adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché conforme aux dispositions des articles 36 et B.38, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire. B.38.3.2. La responsabilité du titulaire du marché n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur a fourni au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

B.38.4. Droits du titulaire du marché.

B.38.4.1. Le titulaire du marché s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

B.38.4.2. Le titulaire du marché conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats, conformément aux dispositions de l'article 36.

Le titulaire du marché peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats avec l'accord

préalable et écrit du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché ».

Les destinations visées par le présent article sont l'exploitation des Infrastructures FttH, par le Département ou par un tiers, y compris leur cession par le Département à un tiers exploitant. Le titulaire du marché ne pourra opposer aucun droit de propriété intellectuelle si le Département permet à des tiers, sans son accord préalable, de reproduire, représenter, adapter ou modifier tout ou partie de la base de données ou de la documentation technique, ou si le Département effectue lui-même ces actions. Plus généralement, le titulaire du marché autorise l'exploitation de la base et de la documentation, à titre gratuit ou onéreux, par des tiers, y compris un éventuel tiers cessionnaire des Infrastructures FttH.

Cette cession est valable sur l'ensemble du territoire français, pour l'intégralité de la durée de protection des droits de propriété intellectuelle concernés. Son prix est inclus dans les prix du marché.

Aucun droit sur cette base de données et cette documentation technique n'est rétrocédé ou concéder à titre non exclusif certains droits d'exploitation au bénéfice du titulaire.

Le format de remise de la base de données et de la documentation technique devra être interopérable avec les systèmes d'information communément utilisés par les opérateurs de communications électroniques usagers des Infrastructures FttH.

5.7- Garantie d'éviction

Le Titulaire garantit la Personne Publique contre toutes revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelles ou industrielle des logiciels et autres livrables fournis au titre du marché.

5.8- Loi informatique et libertés

Le titulaire garantit contre toute utilisation à des fins commerciales des données à caractère personnel concernant les Usagers et Clients Finals des Infrastructures FttH et s'abstient de toute sollicitation commerciale directe de ceux-ci, sauf accord exprès de ceux-ci.

Le titulaire garantit contre toute utilisation des données à caractère personnel (qui lui seraient remises ou auxquelles il aurait accès à l'occasion de l'exécution du présent marché), non-conforme à la finalité d'exploitation des Infrastructures FttH.

5.9- Audit

Le Département doit pouvoir, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par le prestataire. Des audits pourront donc être réalisés par le Département, ou délégués à un tiers. Le contrôle s'effectuera selon des modalités contractuelles qui seront définies lors de la phase d'audit (visite des locaux du prestataire avec interviews individuelles des membres des équipes du prestataire, accès aux machines mises à la disposition du titulaire, ...).

Le coût du temps passé par les agents du titulaire au titre de cet audit sera entièrement supporté par ce dernier. Aucun dispositif de remboursement ou de rétribution ne pourra être invoqué par le titulaire. Le nombre d'audits sera à fréquence bisannuelle, le premier s'effectuera après la première année

d'activité. La durée de chaque audit sera de 10 jours ouvrés maximum, avec au maximum cinq agents du titulaire mis à contribution pour chaque audit. La charge pour chacun des agents ne dépassant pas un jour ouvré.

5.10- Obligations de moyen

Pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire souscrit une obligation de moyen. A ce titre, il fournit avec diligence et conformément aux règles de l'art, aux normes de qualité et de sécurité convenues, et à la législation en vigueur, les prestations, objet du présent marché.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que du personnel qu'il a désigné pour effectuer la mission. Celui-ci assure nommément et intégralement la réalisation des prestations.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité et de sécurité.

Le titulaire doit notamment satisfaire à l'obligation d'informer sans délai le Département de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du présent marché, de nature à retarder ou en compromettre l'exécution

5.11 - Système d'Information

Le Titulaire garantit disposer d'une licence d'utilisation du Système d'Information et de l'ensemble des logiciels nécessaires à l'exploitation des Infrastructures FttH.

En cas d'échéance normale ou anticipée du Marché, le Titulaire fera ses meilleurs efforts, en cas de demande en ce sens du Département, pour que les contrats relatifs à l'utilisation des logiciels nécessaires à l'exploitation du Réseau départemental soient cédés au bénéfice du Département ou de tout tiers désigné par ce dernier.

Article 6 : Vérifications et réception des prestations

Par dérogation aux articles 22 à 25 du CCAG-FCS, il est prévu les délais spécifiques suivants :

6.1 - Vérifications

- **Pour les prestations forfaitaires :** le délai sera de 2 mois à compter de la livraison de la base de données ;
- **Pour les prestations à prix unitaires sur ordre de service :** le délai sera de 15 jours à compter de la fourniture mensuelle par le titulaire de l'ensemble des Tickets d'Incident clos lors du mois précédent ;
- **Pour les prestations à bon de commande :** Les délais de vérification seront indiqués dans les bons de commandes.

La prononciation de fin de vérification ne sera effective qu'après validation du service fait par établissement du procès-verbal correspondant.

A tout moment, le Département se réserve le droit d'organiser des états des lieux sur place, afin de constater la bonne exécution du marché.

Le Titulaire devra se rendre disponible pour accompagner le représentant du Département à l'occasion de ces états des lieux.

Pour le reste, il est fait application des stipulations susvisées du CCAG-FCS.

6.2 – Réception

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G.-FCS. Le délai visé à l'article 25.1 est cependant porté à un mois à compter de l'évènement déclenchant le délai imparti au Département pour opérer les vérifications, sauf dans le cas de la base de données pour laquelle ce délai est porté à deux mois.

6.3. Modalités propres aux prestations de l'article 7.1 du CCTP.

6.3.1 - Travaux réalisés par le Titulaire

Le Titulaire avise le Département, par mail, de la date à laquelle il a réceptionné les travaux d'adductions et joint à ce mail le PV de réception signé par l'opérateur et lui-même. La date de cette transmission marque le point de départ du délai de vérification. Le silence gardé par le Département pendant un mois à compter de la transmission vaut admission des prestations.

6.3.2 - Travaux supervisés par le Titulaire

Le Titulaire avise le Département, par mail, de la date à laquelle l'opérateur Usager a accepté les travaux de Raccordement client final et joint à ce mail le PV de réception signé par l'opérateur et lui-même. La date de cette transmission marque le point de départ du délai de vérification. Le silence gardé par le Département pendant un mois à compter de la transmission vaut admission des prestations.

Article 7 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 8 : Avance

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Conformément à l'article 87 du code des marchés publics, une avance est aussi accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Son montant, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sera égal à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché ou du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 115 du Code des marchés publics.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 9 : Prix du marché

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix figurant Bordereau des prix unitaires (BPU) selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent toutes les taxes applicables, tous les frais et sujétions afférents à la bonne exécution du marché, y compris les frais d'emballage, de manutention, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement.

9.2 – Modalités de variations des prix

Les prix sont fermes et définitifs pour une durée de douze mois.

Ils seront par la suite révisés par référence à l'indice SYNTEC publié au bulletin mensuel de statistiques.

La révision s'opérera sur la partie forfaitaire et la partie à bons de commande, au premier janvier de chaque année, par application sur tout ou partie des prix unitaires, de la formule suivante :

$$R = R0 * (0,15 + 0,85*S/S0)$$

R = montant H.T. après révision

R0 = montant H.T. initial et par la suite, montant H.T. à la date de révision précédente
S = le dernier indice SYNTEC connu au moment de la révision
S0 = l'indice SYNTEC de base de départ du marché au 1er janvier de première année de redevance, et par la suite, l'indice à la date de la révision précédente.

En cas de révision, un nouveau bordereau de prix unitaires, modifié conformément à l'alinéa précédent, est adressé par le titulaire à la personne publique un mois avant l'application des nouveaux prix. Le pouvoir adjudicateur valide ces nouveaux prix dans les 15 jours qui suivent la réception. A défaut de validation expresse, les nouveaux prix sont considérés comme validés dans ce délai. Ce bordereau constitue une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, postérieurement à cette transmission, afférentes aux prestations fournies au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

Les prix établis dans les conditions ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les sommes dues au titre des prestations détaillées au Cahier des Clauses Techniques Particulières seront payées selon l'échéancier suivant :

- Pour la partie forfaitaire : facturation au trimestre à terme échu sur la base d'un PV de service fait, et le cas échéant des livrables définis au CCTP. S'agissant des prestations forfaitaires autres que FMA01, des acomptes trimestriels pourront être versés, à hauteur du service fait attesté par PV, en cas de prolongation des délais d'exécution.
- Pour les prestations à prix unitaires, la facturation se fera mensuellement sur la base d'un PV de service fait ;
- Pour les prestations à bons de commande, la facturation se fera sur la base d'un PV de service fait, accompagné le cas échéant des livrables définis lors de la commande. Des acomptes trimestriels pourront être versés, à hauteur du service fait attesté par PV, pour les bons de commandes dont la durée d'exécution excéderait 3 mois.

10.2 - Prestations facturées par Orange au titulaire au titre de l'offre IBLO

Le Titulaire intégrera dans ses décomptes trimestriels les sommes qu'il aura versées à France Télécom au titre de l'offre IBLO.

Il devra joindre à ces décomptes tout document permettant de justifier de ces versements.

Les pénalités éventuellement imposées par Orange restent à sa charge. Les pénalités versées par Orange sont déduites des sommes incluses dans les décomptes.

10.2 - Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-FCS.

Les prestations seront facturées après service fait, matérialisé par un procès-verbal de réception établi dès

lors que les livrables auront été acceptés sans réserves.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, le numéro complet du marché et des bons de commande ou ordres de service. Elles doivent rappeler intégralement le libellé de l'événement ouvrant droit à paiement (date, objet des prestations, montant). Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Département des Hauts-de-Seine
2-16 boulevard Soufflot
92015 Nanterre

- En cas de cotraitance :
- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-FCS

- En cas de sous-traitance :
- ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
- ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.3 – Délai global de paiement

Conformément à l'article 98 du code des marchés publics, issu du décret n°2006-975 du 1er août 2006 modifié, le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement bancaire.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le pouvoir adjudicateur sera également redevable d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, conformément aux dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Article 11 : Pénalités

Les pénalités sont cumulables, non compensables et plafonnées à un forfait trimestriel FMA01 par semestre. Les pénalités ne sont pas libératoires et sont dues nonobstant les dommages et intérêts résultant des manquements constatés.

Les pénalités présentent un caractère moratoire et non compensatoire. Dès lors, le titulaire reste néanmoins tenu de poursuivre l'exécution de ses obligations.

La mise en jeu des pénalités n'emporte en aucun cas renonciation à procéder à la résiliation du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt des pénalités telles que prévues ci-après :

11.1 - Pénalités pour retard dans la mise à disposition au Département de l'accès distant au Système d'information

En cas de retard dans la mise à disposition au Département de l'accès distant au SI visé à l'article 5.4.1 du C.C.T.P., le Titulaire se verra infliger une pénalité de 1 000 €.

Cette pénalité sera doublée dans l'hypothèse où cet accès n'aura pas été mis à disposition du Département dans les quatre semaines suivant la mise à disposition des colonnes montantes au Titulaire.

Au-delà de ces quatre semaines une pénalité de 50 € par jour de retard sera appliquée.

11.2 - Pénalités pour retard dans la transmission des Tableaux de Bord

En cas de retard dans la remise du Tableau de bord mensuel, visé à l'article 5.4.4 du C.C.T.P., le Titulaire se verra infliger une pénalité forfaitaire de 100 €.

Au-delà de trois jours, une pénalité supplémentaire et forfaitaire de 150 € sera appliquée.

11.3 - Pénalités pour non-participation à un comité de pilotage

En cas d'absence non justifiée à un comité de pilotage, tel que prévue à l'article 15 du C.C.A.P., le Titulaire se verra infliger une pénalité forfaitaire de 500 €.

11.4 - Pénalités pour retard dans la mise en œuvre de la maintenance corrective

En cas de retard dans la réalisation des actions correctives des défauts d'entretien ou de maintenance visées à l'article 5.2 du CCTP, le Titulaire se verra infliger une pénalité de 50 € par jour de retard et par défaut non corrigé.

Dans le cas spécifique d'indisponibilité du SI, la pénalité sera de 50 € par heure supplémentaire

d'indisponibilité au-delà du délai fixé à l'article 5.2 du CCTP.

11.5 - Pénalités pour retard dans la mise à disposition de la base de données

En cas de non-respect d'un délai d'un mois à compter de la réunion de lancement pour la livraison de la base de données visée à l'article 5.4.3 du CCTP, le Titulaire se verra infliger une pénalité de 200 € par jour de retard.

11.6 - Pénalités pour retard dans la remise de la base de données en fin de marché

En cas de non-respect du délai fixé dans le bon de commande pour la remise de la base de données, établi sur la base de la Note Méthodologique du titulaire, ce dernier se verra infliger une pénalité de 200 € par jour de retard.

11.7 - Stipulations communes

Les pénalités visées ci-dessus s'appliquent de plein droit, sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du manquement en cause.

Article 12 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 13 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 29 à 36 inclus du C.C.A.G.-FCS.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par l'article 32.2 du CCAG-FCS.

Il en est de même si le Titulaire ne fournit pas la preuve, dans les 8 jours de la notification du marché, qu'il s'est déclaré en tant qu'opérateur de communications électroniques auprès de l'ARCEP.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne remplit pas les conditions que lui impose le Cahier des Clauses techniques Particulières, ou s'il ne les remplit que d'une manière inexacte ou incomplète, la personne responsable peut résilier le marché sans indemnité après avoir invité le titulaire à présenter ses

observations dans un délai de 15 jours. Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les litiges qui pourraient survenir entre les parties ne sauraient être invoqués par le titulaire comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le Département pourra mettre en œuvre les stipulations de l'article 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Article 14 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est compétent en la matière.

Article 15 : Clauses complémentaires

15.1 – Gestion de l'offre IBLO d'Orange

Il est signalé que l'offre IBLO d'Orange ne s'adresse qu'aux exploitants de réseaux de communications électroniques ouverts au public ou aux fournisseurs de services de communications électroniques au public, déclarés conformément à l'Article L.33-1 du Code des Postes et des Communications Electroniques (CPCE).

Le Titulaire est réputé totalement informé du contenu de cette offre et est tenu d'en suivre les évolutions. Il devra en particulier informer immédiatement le Département de toute évolution susceptible de rendre nécessaire une adaptation des stipulations du présent marché.

15.2 - Conditions d'exécution des prestations et assistance aux relations avec les Usagers des Infrastructures

Les tarifs des prestations de raccordement et des Services fournis aux Usagers des infrastructures FttH sont déterminés unilatéralement par le Département.

Les recettes correspondantes seront perçues par le Département auprès des Usagers, sur la base des éléments de facturation remis par le Titulaire.

Le Titulaire sera tenu de produire les projets de décompte détaillant le montant de chacune des factures à adresser à chacun des Usagers, afin que le Département puisse valider les projets et facturer les Usagers.

Le Département est chargé de l'émission des factures Usagers et de leur recouvrement

15.3 – Propriété du Réseau - Déclarations et autorisations

L'ensemble des installations et équipements composant les colonnes montantes FttH remises au Titulaire, à charge pour lui d'en assurer l'exploitation, demeure la propriété du Département.

Le Département sera le seul et unique redevable de l'ensemble des taxes et redevances éventuelles que cette qualité peut impliquer. Le Titulaire devra toutefois porter assistance au Département dans le suivi des redevances et l'alerter au besoin si une redevance n'avait pas été préalablement identifiée.

15.4 - Contrôle de l'exécution du Marché – Comité de pilotage

Un comité de pilotage du Marché sera institué.

Ce comité sera composé de 2 représentants du Département désignés par ses soins ainsi que d'un représentant du Titulaire, désigné dans sa note méthodologique.

Chacun de ces représentants pourra être accompagné de toutes personnes qu'il jugera utile de s'adjoindre pour les besoins de ces réunions.

Ce comité de pilotage se réunira au moins une (1) fois par mois. Il sera convoqué par le Département qui en fixera l'ordre du jour. Le Titulaire pourra solliciter la convocation d'un comité.

Le Département en rédigera les comptes rendus qui seront soumis pour approbation au Titulaire, dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés après la réunion.

Le Titulaire disposera d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour valider ce compte-rendu. Le compte-rendu sera ensuite signé par les 2 parties lors du comité suivant.

Le comité de pilotage aura notamment pour objet :

- D'examiner les difficultés majeures rencontrées par le Titulaire dans l'exécution du présent Marché ;
- D'examiner les tableaux de bord fournis par le Titulaire en application de l'article 5.4 du C.C.T.P. ;
- D'examiner les documents d'aide à la facturation produits par le Titulaire
- De manière générale, d'échanger les informations nécessaires à la bonne exécution du présent Marché.

Article 16 : Dérogations au C.C.A.G.

L'article 6 déroge aux articles 22 à 25 du CCAG-FCS.

L'article 11 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.